

Les députés fédéraux sont invités à relever le défi «Rendons Revera publique»!

La campagne non partisane ***Rendons Revera publique*** demande instamment à tous les dirigeants politiques, en particulier aux candidats et aux députés fédéraux en exercice, de rallier [le mouvement croissant qui vise à rendre cette entreprise publique](#), et de soutenir l'élimination progressive de tous les centres de soins de longue durée (SLD) à but lucratif. La pandémie de Covid-19 a montré, une fois pour toutes, que les SLD sont des soins de santé à proprement parler et qu'à ce titre, le secteur privé à but lucratif n'y a pas sa place. Des milliers de résidents de foyers de SLD sont morts, et des milliers d'autres ont été laissés malades, déshydratés, mal nourris et abandonnés par des gestionnaires d'établissements qui ont privilégié les profits de leurs propriétaires au détriment de la santé et de la sécurité des résidents, du personnel de première ligne et des familles. Dans les seuls établissements de SLD de Revera, plus de 700 résidents sont morts de la Covid-19, un chiffre qui ne tient même pas compte de ceux qui sont décédés d'autres causes en raison d'un manque de personnel et d'une mauvaise gestion motivés par le profit.

Un nombre important et croissant d'experts en politique et de praticiens, notamment [Doctors for LTC Justice](#) et le [Centre canadien de politiques alternatives](#), affirment que les soins de longue durée à but lucratif sont un échec avéré qui devrait être éliminé du système dès que possible. Selon un récent [sondage d'opinion](#) de la firme Angus Reid, 75 % des personnes interrogées sont favorables à l'idée de faire des SLD «une partie intégrante du régime de santé publique, qui serait financée par les contribuables et accessible à tous». Au total, 60 % des Canadiens pensent que nous devrions «éliminer progressivement les entreprises privées exploitant des établissements de soins de longue durée». Chez les personnes âgées, ce niveau de soutien s'élève à 70 %.

Dans ce contexte, il est impératif que le gouvernement fédéral modifie sa propriété des foyers de SLD à but lucratif de Revera, détenue par la société d'État mère de Revera, soit l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (OIRPSP). L'OIRPSP a pour mandat d'investir les actifs de plusieurs fonds de pension du gouvernement fédéral; il est propriétaire de Revera depuis 2006. Les foyers de SLD actuellement détenus et exploités par Revera et l'OIRPSP doivent être transférés au secteur public et à but non lucratif dès que possible, [comme le proposent](#) 15 syndicats représentant plus de 98 % des membres des régimes de retraite des clients de l'Office. Parmi ces syndicats, mentionnons l'Alliance de la fonction publique du Canada (**AFPC**), l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (**IPFPC**) et l'Association canadienne de la fonction publique (**ACEP**).

La campagne électorale fédérale offre une excellente occasion de faire avancer cette proposition à l'échelle nationale. **Nous invitons tous les partisans de la campagne «Rendons Revera publique» à poser les questions ci-dessous à tous les candidats aux élections fédérales de 2021 ainsi qu'aux députés en place.** Il sera important d'assurer un suivi avec eux directement jusqu'à ce qu'une réponse soit reçue — ou bien nous pourrions signaler publiquement leur absence de réponse. Les militants de la campagne «Rendons Revera publique» basés à Ottawa (leurs coordonnées figurent ci-dessous) vont compiler, vérifier et publier les réponses obtenues et permettre aux électeurs de voir quels représentants et candidats soutiennent cet appel à la transformation du système.

Comment participer au défi des députés en trois étapes faciles!

Étape 1 Trouvez l'adresse électronique de votre député local et de tous les candidats dans votre circonscription. Pour accéder à la liste complète des adresses électroniques des députés sortants, et une collection partielle d'autres candidats, consultez ce document bilingue :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1GcPK5f7b5z37ELQfSzWjmJtisxxTOINBS8d_yhw7FDM/edit?usp=sharing. Avant de poursuivre, vérifiez cette liste pour voir si votre député ou candidat a déjà répondu à cette question ou fait part de sa position. Pour trouver l'adresse électronique ou les coordonnées des candidats (outre les députés sortants qui cherchent à se faire réélire), essayez de contacter les représentants locaux de chaque parti.

Étape 2 En utilisant votre adresse électronique (ou toute autre information de contact), préparez et envoyez une copie du modèle de lettre ou de courriel (ci-joint), ou votre propre version personnalisée qui comprend ces deux mêmes questions à votre député ou à tout candidat aux élections fédérales :

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition visant à transférer la propriété des foyers de SLD de Revera au secteur public? (Un aperçu de cette proposition a été publié dans une lettre ouverte en avril : http://syndicatafpc.ca/14-syndicats-participent-campagne-nationalisation?_ga=2.60091565.1240466217.1629398562-1688461527.1629398562)

Question 2 : Êtes-vous d'accord pour dire qu'il faudrait éliminer la propriété privée d'établissements de SLD dès que possible et que ces établissements devraient être détenus et administrés par l'État?

Ces deux questions peuvent aussi être envoyées par courrier postal ou posées directement par téléphone, lors d'une rencontre ou d'un forum ou débat réunissant tous les candidats. Dans ce dernier cas, les réponses éventuelles peuvent être notées par écrit, idéalement avec des citations directes.

Étape 3 Que les réponses soient obtenues par le biais de courriels, de lettres ou de notes prises lors d'appels ou de réunions, faites-les parvenir aux organisateurs de la campagne «Rendons Revera publique» à l'adresse suivante : makereverapublic@gmail.com. Veuillez inclure toute information permettant de confirmer l'authenticité de la réponse, ainsi que des indications claires sur les noms, les affiliations politiques et les circonscriptions de tous les répondants. Si nécessaire, l'équipe de la campagne s'efforcera de vérifier chaque réponse et de la publier aussi rapidement que possible.

Le document faisant état des réponses obtenues sera mis à jour régulièrement et publié sous forme de document à partager. Pour y accéder, rendez-vous à l'adresse suivante : https://docs.google.com/spreadsheets/d/1GcPK5f7b5z37ELQfSzWjmJtisxxTOINBS8d_yhw7FDM/edit?usp=sharing.

À noter : Des courriels et des appels de suivi peuvent être nécessaires, car certains candidats qui ne veulent pas répondre «oui» à ces questions peuvent être enclins à les ignorer. Ce n'est pas grave — gardez à l'esprit que chaque courriel, message vocal ou note fera monter la pression dont la campagne a besoin pour obtenir de nouveaux engagements.

Si votre député ou candidat ne répond toujours pas, veuillez l'annoncer à la même adresse électronique (makeverpublic@gmail.com). Le cas échéant, nous inscrirons la mention «N'a pas répondu».

Toutes les nouvelles concernant le défi «Rendons Revera publique» seront publiées sur les pages Facebook des deux groupes de pression basés à Ottawa, comme suit :

Ottawa Committee for Pension Security (en anglais):

<https://www.facebook.com/OttawacommitteePS/>

Ottawa Health Coalition (en anglais): <https://www.facebook.com/Ottawa-Health-Coalition-482176895278520/>

Enfin, n'hésitez pas à publier les réponses intéressantes des députés et des candidats dans les médias sociaux. Utilisez le mot-clic **#RendonsReveraPublique** et veillez à ce que les messages restent polis et constructifs. Vous pouvez également informer d'autres personnes de l'existence de ce projet en leur envoyant un lien vers ce guide : [INSERT URL FOR THIS DOCUMENT ON OTTHC WEBSITE].

Contactez la campagne par courriel à makeverpublic@gmail.com.

Modèle de courriel ou de lettre à envoyer aux députés et aux candidats aux élections fédérales dans le cadre de la campagne «Rendons Revera publique»

[Date]

Madame, Monsieur,

Je vous écris aujourd'hui en tant que résident et électeur préoccupé par la situation du régime de soins de longue durée (SLD) du Canada. Comme vous le savez certainement, la pandémie de Covid-19 nous a montré que les SLD sont des soins de santé à proprement parler et qu'à ce titre, le secteur privé à but lucratif n'y a pas sa place. Des milliers de résidents de foyers de SLD sont morts, et des milliers d'autres ont été laissés malades, déshydratés, mal nourris et abandonnés par des gestionnaires d'établissements qui ont privilégié les profits de leurs propriétaires au détriment de la santé et de la sécurité des résidents, du personnel de première ligne et des familles.

Dans ce contexte, je suis très préoccupé par le fait que le gouvernement du Canada est propriétaire de la deuxième plus grande chaîne d'établissements de SLD à but lucratif du pays, connue sous le nom de Revera. Dans les seuls centres de SLD de Revera, plus de 700 résidents sont morts de la Covid-19, un chiffre qui ne tient même pas compte de ceux qui sont décédés d'autres causes en raison d'un manque de personnel et d'une mauvaise gestion motivés par le profit.

De nombreux groupes spécialisés en analyse, dont [Doctors for LTC Justice](#) et le [Centre canadien de politiques alternatives](#), affirment que les soins de longue durée à but lucratif sont un modèle qui a échoué et qui devrait être éliminé dès que possible. Selon un [sondage d'opinion](#) récent de la firme Angus Reid, 75 % des personnes interrogées sont favorables à l'idée de faire des SLD «une partie intégrante du système de santé publique, qui serait financée par les contribuables et accessible à tous». Au total, 60 % des Canadiens pensent que nous devrions «éliminer progressivement les entreprises privées exploitant des établissements de soins de longue durée». Chez les personnes âgées, ce niveau de soutien s'élève à 70 %.

Les foyers de SLD actuellement détenus et exploités par Revera et l'OIRPSP doivent être transférés au secteur public et à but non lucratif dès que possible, comme le proposent 15 syndicats représentant plus de 98 % des membres des régimes de retraite des clients de l'Office. Parmi ces syndicats, mentionnons l'Alliance de la fonction publique du Canada (**AFPC**), l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (**IPFPC**) et l'Association canadienne de la fonction publique (**ACEP**). (Un bref aperçu de cette proposition a été publié dans une lettre ouverte en avril : http://syndicatafpc.ca/14-syndicats-participent-campagne-nationalisation?_ga=2.60091565.1240466217.1629398562-1688461527.1629398562).

Je soutiens fermement ces appels, et je pense qu'il est important de connaître la position des candidats aux élections fédérales sur cette question. Par conséquent, je vous demande de répondre aux deux questions suivantes :

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition visant à transférer la propriété des foyers de SLD de Revera Inc. au secteur public?

Question 2 : Êtes-vous d'accord pour dire qu'il faudrait éliminer la propriété privée d'établissements de SLD dès que possible et que ces établissements devraient être détenus et administrés par l'État?

Veillez m'envoyer vos réponses, ainsi que tout autre commentaire que vous pourriez avoir à ce sujet, dès que possible. Je tiens à préciser que je transmettrai votre réponse aux organisateurs de la campagne «Rendons Revera publique», ainsi qu'à mes amis, ma famille et mes voisins. Vous pouvez m'envoyer votre réponse par courriel à l'adresse suivante : [INSÉREZ VOTRE ADRESSE ÉLECTRONIQUE OU POSTALE ICI].

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

[INSÉREZ VOTRE NOM ICI, AVEC LE NOM DE VOTRE CIRCONSCRIPTION, LE CAS ÉCHÉANT]

c. c. : Campagne «Rendons Revera publique» (makeverapublic@gmail.com)

Points de discussion de la campagne «Rendons Revera publique» pour les réunions, les appels téléphoniques et les forums de candidats

Les partisans de la campagne «Rendons Revera publique» sont encouragés à reprendre les messages clés ou les points de discussion suivants lors de tous les appels téléphoniques, forums de candidats ou rencontre qu'ils peuvent organiser :

1. Les soins de longue durée (SLD) sont des soins de santé et ne doivent pas être marchandisés. Des milliers de résidents de foyers de SLD sont morts de la Covid-19 et d'autres pathologies par suite directe du manque de personnel et de la mauvaise gestion des établissements. La propriété à but lucratif des établissements de SLD s'est révélée un cuisant échec et tous les gouvernements doivent élaborer un plan visant à rendre publics ces centres de soins vitaux.
2. Les conditions de soins dans les établissements de SLD sont les mêmes que les conditions de travail du personnel. Le personnel de première ligne des SLD est sous-payé et surchargé depuis bien trop longtemps. Tous les paliers de gouvernement doivent s'engager à financer adéquatement ce travail vital et à veiller à ce que les conditions de travail et les salaires soient nettement améliorés.
3. Le gouvernement du Canada est propriétaire des établissements de soins de longue durée à but lucratif de Revera par l'intermédiaire de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (OIRPSP), une société d'État. Or, il est inapproprié que le gouvernement fédéral tire profit de notre système de soins de santé, et en particulier d'établissements qui se sont révélées être profondément sous-financés et en manque de personnel. Les dirigeants du gouvernement fédéral doivent donc agir sans plus tarder pour s'assurer que les stocks que détient l'OIRPSP dans le régime de SLD à but lucratif soient transférés dans le secteur public.